



Le 19 octobre Élection de vos représentants

**Un Budget 2011 injuste et destructeur :
Saignée dans les emplois et les dépenses publiques**

Un ensemble cohérent porteur de régressions

Avec le projet de loi de financement de la sécurité sociale, un énième plan « économie » de l'assurance maladie (déremboursement de médicaments ou moindre remboursement d'actes de soins, augmentation du ticket modérateur de 91 à 120 euros pour les soins à l'Hôpital : - 2,4 milliards sans aucune préoccupation de santé publique), la « réforme » des retraites et le projet de loi de finances 2011, le gouvernement et le patronat organisent une offensive contre l'intérêt général et le bien commun dictée par les marchés financiers et les agences de notation.

Le Budget 2011 n'épargne aucun versant de la Fonction publique avec de graves répercussions pour les usagers

- ◆ Baisse de 5% des crédits de fonctionnement de l'Etat ;
- ◆ Gel des dotations de l'Etat aux collectivités locales, contrepartie déjà insuffisante de compétences transférées (social, transport, aménagement du territoire, moyens du système éducatif...). Cette décision est d'autant plus grave que les collectivités locales réalisent 73% des investissements publics et ont en charge des prestations sociales (« Adulte Handicapé », APA...) qui correspondent à des droits fondamentaux qui devraient être assurés à tous.
- ◆ Réduction de 5% (- 4 milliards d'euros) des crédits d'intervention de l'Etat qui avec les suppressions d'emplois et la baisse des crédits de fonctionnement se traduiront par la remise en cause de missions publiques ;
- ◆ « économie » d'un milliards d'euros sur la masse salariale. Coupes massives dans les effectifs de fonctionnaires : suppression de 31 628 équivalent temps plein qui viennent s'ajouter aux 100 000 emplois rayés

de la carte entre 2007 et 2010 (plus de 200 000 emplois supprimés depuis 2002). Gel des salaires des fonctionnaires en 2011 (décision que le gouvernement entend reconduire pour les 3 prochaines années) ;

Des directions départementales interministérielles dans l'œil du cyclone des restrictions budgétaires et des suppressions d'emplois

Comme en 2010, même si les dotations d'effectifs ne sont pas encore publiques et officiellement affichées par structure, le chiffre de 11 à 12% est déjà avancé comme un chiffre moyen de suppressions d'emplois dans les DDI.

Celles-ci, indépendamment des mesures transversales à toute la fonction publique (gel des salaires, réduction de la masse salariale, non remplacement minimum d'un emploi sur deux) sont également frappées de plein fouet par la réduction des crédits de fonctionnement.

**Le 19 octobre 2010,
nous voterons
CGT pour :**

**L'arrêt
des suppressions
d'emplois ;**

**La défense
et la reconquête
du service public ;**

**La revalorisation
des salaires ;**

**La défense
des retraites.**

**Le 19 octobre 2010, donnez dusouffle
à votre mobilisation contre l'austérité
Votez et faites voter CGT**